

Consortium de Solidarité avec Madagascar

-

> 01. Communiqué du 26 mai 2011 de la Conférence des travailleurs de Madagascar - C.T.M. - sur la résolution de crise

- Société civile de Madagascar / Plateformes et réseaux - > 05. Mouvements syndicaux - > 01. CTM / Conférence des travailleurs de Madagascar -

CONFERENCE DES
TRAVAILLEURS DE
MADAGASCAR

Publication le lundi 13 juin 2011
Modification le vendredi 17 juin 2011
Fichier PDF créé le lundi 16 juillet 2018

26 mai 2011, Communiqué de la Conférence des travailleurs de Madagascar - C.T.M. - sur la résolution de crise

La Conférence des Travailleurs de Madagascar (C.T.M), qui regroupe les Centrales Syndicales de travailleurs les plus représentatives ci-après : **FI.SE.MA. SE.KRI.MA FI.SE.MA.RE T.M. SE.RE.MA. F.M.M. U.S.A.M. SARTM S.R.M.M. - CSTM** -, fait le communiqué suivant :

Consciente de sa responsabilité citoyenne dès le début de la crise actuelle, la C.T.M. s'est engagée à apporter ses contributions, directement ou indirectement, pour mettre fin à la crise et procéder au retour prompt à la stabilité politique, économique et sociale, gage d'un développement soutenu.

C'est la raison pour laquelle elle a adhéré aux chartes de Maputo, mené des campagnes pour le maintien de l'AGOA (*), la non-suspension des financements et subventions extérieurs pour Madagascar.

Elle a intervenu auprès des Organisations Syndicales d'envergure internationale en vue d'atténuer les impacts de la crise sur les travailleurs et préserver les intérêts socio-économiques de ces derniers.

En dépit de la marginalisation des acteurs économiques, sociaux et culturels dans la recherche de solutions idoines pour la sortie de crise, la CTM avait déjà proposé et ne cesse de réitérer que seul le dialogue national permet de trouver les voies et moyens pour sortir le pays de l'impasse actuelle, clore les interminables discussions et conflits d'intérêts politiques et/ou partisans et répartir les responsabilités et les devoirs des entités dans la refondation de la nation malgache.

La CTM signale que :

- les solutions apportées jusqu'ici ne sont que partielles car ne traitent que les conflits des différentes factions politiques ;
- la reconnaissance internationale, une des conditions de la reprise de financements internationaux et objet d'actions intensives des autorités de fait actuelles ne devrait pas être accordée indépendamment de la reconnaissance nationale ;
- les dédommagements des victimes s'il y en a - ne devraient pas être uniquement réservés aux protagonistes et victimes politiques, mais étendus aux victimes innocentes des dommages collatéraux dont particulièrement les travailleurs ; la CTM reste un des maillons essentiels dans les modalités à adopter dans ce sens en faveur des travailleurs.
- Il n'y a pas de solide garantie de paix sociale, de développement soutenu et pérenne et de croissance équitable en dehors du respect des libertés et droits fondamentaux de l'Homme, de l'instauration d'un véritable Etat de Droit et de la Bonne Gouvernance.

Cela va de pair avec la prise en compte et la mise en œuvre des recommandations de l'Organisation Internationale du Travail, particulièrement, en matière d'emploi, de protection sociale et de dialogue.

La réunion au sommet des Chefs d'États de la SADC tenue dernièrement à Windhoek prévoyant la tenue d'une réunion des parties prenantes malgaches en vue de l'ultime recherche de sortie de crise, la Conférence des Travailleurs de

Madagascar, réclame une fois de plus sa participation à de telle instance et espère être reconnue par les organisateurs.

Fait à Antananarivo, le 26 MAI 2011

Au nom de la C.T.M. Le Coordinateur Général, José RANDRIANASOLO

(*) AGOA : African Growth and Opportunity Act (Note du webmaster du site Internet du CdSM)